

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT
DES ACTIVITES DU RESEAU CONSULAIRE
DES ECOLES DE GESTION ET DE COMMERCE

GROUPE E G C

ASSOCIATION LOI DU 1^{ER} JUILLET 1901

SIEGE SOCIAL : 8-10 rue Pierre Brossolette
92300 - Levallois-Perret

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022)

GENEVIEVE MANSARD COLLIN
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

GENEVIEVE MANSARD-COLLIN

MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES ET DE LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

10, Rue Ernest Cresson

75014 - PARIS



(33) 06.77.56.59.36

E.MAIL : collin-mansard@wanadoo.fr

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de **L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DU RESEAU CONSULAIRE DES ECOLES DE GESTION ET DE COMMERCE – GROUPE EGC** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance que les appréciations portant sur le caractère approprié des principes comptables suivis, sur les estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

N

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Par ailleurs, je vous signale que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

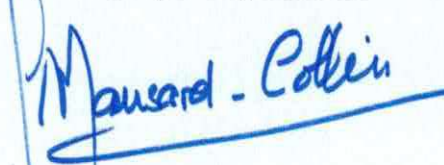
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

N

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 14 juin 2023



GENEVIEVE MANSARD COLLIN

COMMISSAIRE AUX COMPTES

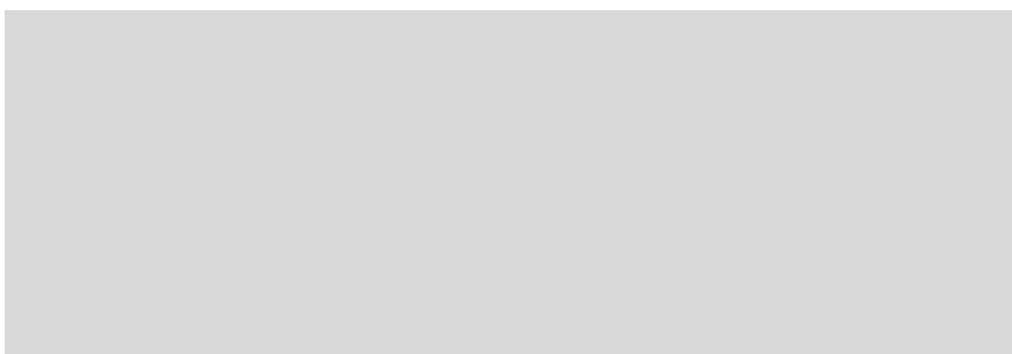
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

COMPTES ANNUELS



**EGC
8-10 RUE PIERRE BROSSOLETTE
92300 LELALLOIS PERRET**

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022



BILAN ACTIF

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Actif immobilisé				
Stocks de matières premières, d'approvisionnements				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stock de marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	192 907		192 907	11 228
Autres créances	121 968		121 968	224
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
<i>Dont actions propres</i>				
Disponibilités	538 121		538 121	1 521 295
Charges constatées d'avance	2 100		2 100	8 100
Actif circulant	855 097		855 097	1 540 847
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL	855 097		855 097	1 540 847

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autre	12 196	12 196
Report à nouveau	444 519	470 524
Excédent ou déficit de l'exercice	63 502	(26 005)
Situation nette (sous total)	520 217	456 715
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	520 217	456 715
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	25 500	
Total III	25 500	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	91 208	455 198
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	4 241	79
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	213 931	628 855
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	309 380	1 084 132
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	855 097	1 540 847

BILAN COMPARATIF

Actif

Rubriques	31/12/2022	% du poste	% de l'actif	31/12/2021	% du poste	% de l'actif
Capital souscrit non appelé		0%	0%			0%
Immobilisations incorporelles		0%	0%			0%
Immobilisations corporelles		0%	0%			0%
Immobilisations financières		0%	0%			0%
Actif immobilisé		0%	0%		0%	
Stocks		0%	0%		0%	0%
Créances	314 875	37%	37%	11 452	1%	1%
Disponibilités	538 121	63%	63%	1 521 295	99%	99%
Actif circulant	852 997	100%	100%	1 532 747	100%	0,99
Comptes de régularisation	2 100	100%	0%	8 100	100%	1%
TOTAL ACTIF	855 097		100%	1 540 847		100%

Passif

Rubriques	31/12/2022	% du poste	% du passif	31/12/2021	% du poste	% du passif
Capital social ou individuel		0%	0%		0%	0%
Résultat de l'exercice	63 502	12%	7%	(26 005)	-6%	-2%
Autres capitaux propres	456 715	88%	53%	482 720	106%	31%
Capitaux propres	520 216	100%	61%	456 715	100%	0,30
Autres fonds propres			0%			0%
Provisions / risques et charges	25 500	100%	3%			0%
Emprunts et dettes financières		0%	0%		0%	0%
Autres dettes	309 380	100%	36%	1 084 132	100%	70%
Dettes	309 380	100%	36%	1 084 132	100%	0,70
Comptes de régularisation passif			0%			0%
TOTAL PASSIF	855 097		100%	1 540 847		100%

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	426 503	259 196
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	54 391	44 633
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges		
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	16	
Total (I)	480 910	303 829
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif		
Autres intérêts et produits assimilés	2 517	762
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	2 517	762
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		56 190
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)		56 190
Total des produits (I+II+III)	483 428	360 781
Solde débiteur = Déficit		26 005
Total général	483 428	386 787
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	363 349	386 708
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	316	79
Salaires et traitements	21 568	
Charges sociales	9 034	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		

Report en fonds dédiés		
Autres charges	160	
Total (I)	394 426	386 787
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	25 500	
Total (III)	25 500	
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	419 926	386 787
Solde créditeur = Excédent	(63 502)	
Total général	356 425	386 787

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

COMPTE DE RESULTAT COMPARATIF

Rubriques	N	N-1	Variation
Cotisation			
Vente de biens			
Ventes de prestations de service	426 503	259 196	167 307
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits de tiers financeurs	54 391	44 633	9 758
Ressources liées à la générosité du public			
Contributions financières			
Reprise sur provisions, amortissements et transfert de charge			
Utilisation des fonds dédiés			
Autres produits	16		16
Produits d'exploitation	480 910	303 829	177 081
Achats de marchandises (et droits de douanes)			
Variations de stock de marchandises			
Autres achats et charges externes	363 349	386 708	(23 359)
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	316	79	237
Salaires et traitements	21 568		21 568
Charges sociales	9 034		9 034
Dotations aux amortissements et provisions			
Report en fonds dédiés			
Autres charges	160		160
Charges d'exploitation	394 426	386 787	7 639
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	86 484	(82 958)	169 442
Produits financiers	2 517	762	1 755
Produits exceptionnels		56 190	(56 190)
Charges financières			
Charges exceptionnelles	25 500		25 500
Impôt sur les bénéfices			
BÉNÉFICE OU PERTE	63 502	(26 005)	89 507

ANNEXE

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	12 196				12 196
Report à nouveau	470 524		(26 005)		444 519
Excédent ou déficit de l'exercice	(26 005)				63 502
Situation nette	456 715		(26 005)		520 217
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	456 715		(26 005)		520 217

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

OBJET SOCIAL :

Les Egc sont constituées en une association et forment chaque année plus de 2000 apprenants pour l'obtention un diplôme Bac +3 reconnu par l'Etat (Visa du MENSUR).

Les membres partagent de nombreuses actions mutualisées et uniformisées afin que chaque campus dispense le même enseignement supérieur.

DESCRIPTION DE LA NATURE ET DU PERIMETRE DES ACTIVITES :

L'Association EGC gère le plus grand réseau de formation en France avec 22 campus membres, 27 000 diplômés depuis sa création. Chaque année 2000 étudiants suivent la formation de 3 ans post BAC sur les campus. Les écoles sont adossées aux CCI et réunies en associations loi 1901 pour assurer la mutualisation des outils et prestations (COM, Parcours de formation, concours d'entrée, E-learning, programmes de stages en France et à l'étranger avec allocations de bourses, demandes de subventions. L'implication des CCI et de leurs élus renforce le lien privilégié avec le tissu économique local facilitant la mise en œuvre des stages et l'employabilité des diplômés après la formation.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

Les moyens proviennent essentiellement des cotisations des membres du réseau et des subventions de l'agence Erasmus sur la mobilité des étudiants (sous forme de Bourses).

483 428 € de produits en 2022 pour financer des prestations de COM, enseignement, international, des challenges d'étudiants, la gestion des Alumnis et l'animation du Réseau.

Une personne à temps partiel (90% d'un ETP) sous la responsabilité de CCI France gère tout l'aspect administratif (marchés de services, comptabilités, communication et animation, harmonisation et respect des règles communes), appuyée par 3 responsables de commission.

Les comptes de l'exercice 2022 ont été établis avec les principes suivants :

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

1 1 - PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'association EGC sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises (règlement ANC 2014-03) et aux pratiques comptables généralement admises, ainsi qu'au règlement 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but lucratif, et au règlement 2020-08 du 4 décembre 2020, modifiant le règlement 2018-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale est celle des coûts historiques.

2. – INFORMATIONS OBLIGATOIRES OU SIGNIFICATIVES

2.1 467233 Subvention ERASMUS 2019 – 2020 : 01/06/2019 AU 30/09/2020

(Et avenant numéro 1 modification administrative du compte bancaire).

- Subvention initiale accordée	499 130 Euros.
- Subvention définitive accordée	63 723 Euros.
- Subvention encaissée	399 304 Euros.
- Subvention reversée en février 2022	335 581 Euros.

2.2 467240 Subvention ERASMUS 2020 – 2021 : 01/06/2020 AU 31/05/2023

- Subvention initiale accordée	607 376 €
- Subvention encaissée en 2020	485 901 €
- Subvention définitive accordée (Avenant n°2)	454 170 €
-Nouveau calcul du premier financement (Avenant n°2)	363 336 €
- Remboursement avenant n°2 en mai 2022	122 565 €
- Solde subvention à recevoir (20% de 454 170€)	90 834 € (cpte 468)
- Montant reversé bourses	-201 401 €
- Soutien organisationnel comptabilisé en 2021	-39 200 € (cpte 740)
- Montants reversés bourses	214 461 €
- Frais exceptionnels COVID 19 convention 2019	-3 725 €

467250 Subvention ERASMUS 2021 – 2023 : 01/09/2021 AU 31/10/2023

- Subvention accordée	523 764 €
- Subvention reçue	419 011 €
- Soutien organisationnel comptabilisé en 2022	18 000 € (cpte 740)
- Montants reversés bourses	247 080 €
- Solde du compte au 31/12	153 931€

467260 Subvention ERASMUS 2022-2024 : 01/06/2022 au 31/07/2024 :

- Subvention accordée	428 995 €
- Avance reçue le 20/09/2022	60 000 €

2.3 Subvention ACFCI/CCI France

Subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2022 :	5 334 €
Reversement du reliquat des fonds Label Bachelor :	31 057 €

2.4 Cotisations

L'AGE du 21 septembre 2021 sur proposition du Comité de pilotage a décidé de fixer la contribution de chaque site à compter de l'exercice 2022, à **4% maximum** du chiffre d'affaires généré par les frais de scolarité (formation initiale) et les coûts contrats (formation en alternance) ou équivalent, soit sur les effectifs totaux en 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} année.

2.5 Trésorerie :

- Compte courant (Baisse liée aux subventions Erasmus et aux cotisations dues par les EGC)	119 405.13 €
- Livret A	87 155.04 €
- Livret B	329 043.91 €
- Intérêts courus sur livrets A et B	2 517.35 €

2.5 Charges constatées d'avance :

Elles représentent les charges engagées pour 2023.

2.6 Résultat exceptionnel de 2022 :

Le résultat exceptionnel de 25 500 Euros correspond à la dotation d'une provision pour la participation du réseau au financement du départ d'une assistante du réseau.

2.7 Contrat de bail entre l'ACFCI/CCI France et l'Association EGC

L'association EGC a signé une convention de bail avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 10 ans avec l'ACFCI/CCI France pour les locaux qu'elle occupe sis 8-10 rue Pierre Brossolette 92300 LEVALLOIS PERRET. La surface louée s'établit à 8.25 m² et le loyer annuel est de 445 euros par m² net de taxes, hors charges et hors indexation.

Au titre de l'exercice 2022 l'association a pris en charge 3 788.00 euros de loyer et 1 694.00 euros de charges locatives.

Cette charge est couverte par la subvention de fonctionnement accordée par l'ACFCI/CCI France à l'association EGC.

2.8 Convention de mise à disposition du personnel entre la SA EGC CENTRE EST et l'Association EGC

L'association EGC a signé une convention de mise à disposition de personnel avec prise d'effet à compter du 10 octobre 2022 pour une durée de trois ans soit jusqu'au 9 octobre 2025.

Au titre de l'exercice 2022 l'association a pris en charge 5 145.00 euros.

3. – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Depuis septembre 2021, nous utilisons les services d'un consultant, Passion Capitale, pour accompagner le Réseau dans sa transition et transformation, avec mise en place d'un modèle pédagogique commun et des pratiques harmonisées sur tous les campus.

Attendus dans le cadre du Marché 575 qui nous lie à Passion Capitale (réalisations en cours) - Accompagnement des campus à la réalisation :

- des 30 actions votées en AG de juin 2021,
- du business plan 2021/2023,
- du business model 2021/2023,
- du recrutement du directeur général et du coordinateur de la communication,
- de la passation des dossiers au DG, avec tuilage d'un mois.

L'ensemble de ces actions conduira dès fin octobre 2022 au transfert de l'Association sur un campus EGC (à choisir par les élus) où sera basé le directeur général (en cours de recrutement).

Pour la mandature 2022/2023, le président de droit de l'association Réseau EGC (président de CCI France) vient de déléguer ses missions EGC au président François Xavier Brunet, déjà président du Réseau sur la mandature précédente 2017/2022.

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 039
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	16 039

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	5 334
- Autres créances	76
<i>dont avoirs à recevoir</i>	76
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	5 410

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		25 500		25 500
TOTAL		25 500		25 500

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL		25 500		25 500